

Franc fort : ce que peut faire la politique

Le franc fort aggrave de jour en jour les difficultés des entreprises exportatrices et du secteur du tourisme. Au cours des 18 derniers mois, notre monnaie a gagné quelque 20 % par rapport à l'euro. Le dollar se situe aussi à un niveau historiquement bas. Un revirement de tendance n'est pas en vue, le problème ne vient pas de la Suisse. La vigueur du franc s'explique en effet par les faiblesses structurelles de la zone euro et des Etats-Unis. Afin de maintenir leur compétitivité, les entreprises suisses concernées doivent jouer sur tous les registres.

Le monde politique doit lui aussi faire tout ce qui est en son pouvoir pour renforcer la place économique suisse. Certes, l'évolution des cours de change ne peut guère être influencée et des mesures précipitées seraient nuisibles, néanmoins la politique a la possibilité de soulager les entreprises dans de nombreux domaines. Le meilleur moyen d'aider les branches qui pâtissent de la vigueur du franc est d'améliorer les conditions-cadre générales et de renoncer à des mesures motivées par des calculs politiques et électoraux qui auraient pour effet d'affaiblir durablement l'économie face à la concurrence internationale.

Le monde politique doit agir pour réduire les coûts inhérents à la réglementation et s'atteler à la troisième réforme de l'imposition des entreprises. Un accès optimal à tous les marchés d'exportation importants est également primordial : il importe donc de poursuivre une politique de libre-échange active, également dans le domaine agricole. Le droit suisse des sociétés, libéral, constitue lui aussi un atout pour la place économique : une alliance bourgeoise est urgente dans la réforme du droit de la société anonyme. L'économie réclame encore un approvisionnement énergétique fiable, avantageux et concurrentiel. Dans ce domaine, les décisions du Conseil fédéral et du Conseil national menacent la sécurité de l'approvisionnement, il faut absolument les corriger. Les finances publiques sont une autre tâche permanente. Les dépenses supplémentaires prévues dans divers domaines doivent être examinées d'un œil critique.

Les entreprises exportatrices évoluent dans un contexte monétaire extrêmement difficile. De nombreux emplois, en particulier du côté des fournisseurs et des PME, sont menacés. Dans une telle situation, il s'agit en premier lieu d'améliorer résolument les conditions-cadre économiques. Ensuite, dans la mesure où aucun revirement de tendance ne devait être constaté, il faudrait évaluer les conséquences à long terme de cette évolution pour la structure de notre économie.